BILAN PROVISOIRE DE LA PRESIDENCE TCHEQUE DU CONSEIL DE L'UE AU 13 MAI 2009

- La présidence tchèque a établi trois priorités clés – l'énergie, l'économique, et l'Union européenne dans le monde, tout en prenant en compte le programme du travail élaboré avec la présidence précédente de la France et successive de la Suède.
- La réussite d'une présidence peut être mesurée selon le nombre des actes législatifs ou non-législatifs, négociés d'abord avec les États membres et adoptés ensuite par le Parlement européen. À cet égard la République tchèque a prouvé ses capacités et ses compétences de bon négociateur, même si le contexte économique et la situation internationale n'étaient pas très favorables (la crise économique, la crise du gaz, l'opération militaire à Gaza, installation progressive de la nouvelle administration américaine).
- Malgré le mandat cessant du Parlement européen qui a achevé sa dernière séance plénière presque 8 semaines avant la fin de la présidence tchèque, le bilan est plus que positif : **49 dossiers** clos, avec l'impact direct sur la vie de tous les jours des citoyens européens dans les domaines écologiques, sociales et économiques.
- Présidence tchèque passe seulement 2 dossiers non conclus à la présidence suédoise (en titre de comparaison, elle a „hérité“ 5 dossiers de la France, la Slovénie n'a conclu que la moitié de ce qui a été achevé par la présidence tchèque).
- Certains dossiers méritent d'être cités en premier lieu vu leur importance pour améliorer la vie des citoyens européens (l'allocation de la somme de 5 milliard Euro pour lutter contre la crise économique, les mesures concrètes pour réduire le chômage, la baisse des tarifs d'émission et de réception des appels en itinérance, le raccourcissement des routes aériens), ou vu le retentissement en dehors de l'Union européenne (par exemple, la protection des phoques).

AFFAIRES SOCIALES

- La présidence tchèque est vite parvenue à l'accord entre le Parlement européen et le Conseil **pour modifier le règlement du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation**. Le nouveau règlement entre en vigueur avant la fin de la présidence tchèque et apporte l'aide individuelle et ponctuelle aux travailleurs licenciés (requalification, formation, soutien à la mobilité ou aux services de conseil). Les entreprises remplissant des critères nécessaires peuvent dorénavant faire la demande rétroactive. Les modifications du règlement reposent sur les pertes d'emplois (500 au lieu de 1000 licenciés) et sur la période pendant laquelle l'Etat peut bénéficier de soutien (la période a été prolongé de 12 à 24 mois). 65% du financement vient du Fond (50 % avant la modification) et le reste est financé par l'Etat membre.
- **L'accord sur la coordination de la sécurité sociale entre les États membres de l'UE vise à assurer des droits sociaux des migrants dans le cadre de l'UE**. Le nouveau texte modernise et simplifie considérablement les règles actuelles. Les modifications dans le domaine de la prise en charge financière des soins de la santé toucheront immédiatement tous les citoyens de l'Union européenne qui partiront pour un autre État-membre afin d'y travailler, étudier ou en tant que touristes. Dans la nouvelle réglementation apparaîtront pour la première fois les instruments permettant la réclamation des trop-perçus des prestations payées et des arriérés d'assurance.
- Le sommet „Emploi“ (qui s'est tenu à Prague le 7 mai) a évoqué les nouvelles pistes pour réduire le chômage en Europe :

- la concentration sur la meilleure coordination des politiques économique, sociale et de l'emploi,
- la préparation des marchés du travail à ses besoins futurs,
- l'amélioration de l'environnement pour les entreprises et l'investissement pour créer des nouveaux emplois,
- la préservation des emplois actuels,
- l'assistance aux groupes défavorisés sur le marché du travail,
- la suppression des obstacles à la mobilité professionnelle lors de la transition que ce soit entre deux professions ou entre les États-membres.

FINANCES

Au mois de mars 2009, les ministres européens des finances se sont mis d'accord sur le texte proposé par la présidence tchèque de l'UE, qui autorise **la baisse permanente des taux de TVA pour certains services locaux**, parmi lesquels : services de restauration, de soins à domicile (aide à domicile, soins destinés aux enfants, aux personnes âgées, malades et handicapées), lavage de vitres et nettoyage de logements privés, petits services de réparation aux bicyclettes, aux chaussures et articles en cuir, aux vêtements et au linge de maison, rénovation et réparation de logements privés, salons de coiffure ainsi que les livres y compris sur supports numériques. L'accord unanime obligatoire pour les questions fiscales dans l'UE a été obtenu après de longues et difficiles négociations.

Un nouveau **règlement sur les agences de notations** a pu être adoptée à la fin du mois d'avril 2009. Ce règlement directement applicable met en place un régime réglementaire commun pour l'émission de notations. Les agences de notation qui souhaitent que leurs notations soient utilisées dans l'UE devront désormais être enregistrées auprès des autorités européennes compétentes, se soumettre à des règles strictes afin de garantir que les notations ne sont pas influencées par des conflits d'intérêts, que les agences de notation veuillent à la qualité de la méthode de notation et des notations elles-mêmes, et qu'elles agissent d'une manière transparente. Les utilisateurs des notations du crédit dans l'UE seront donc mieux capables de décider si les avis rendus par une agence de notation spécifique sont fiables et dans quelle mesure ces avis devraient influencer leurs choix d'investissement.

En réponses à la crise financière que l'UE traverse actuellement, **un amendement à la directive sur les exigences de fonds propres** a été adopté au début du mois de mai. La nouvelle règle renforce de manière fondamentale le cadre réglementaire qui s'applique aux banques de l'UE et améliore la surveillance des banques présentes dans plusieurs pays de l'Union européenne. Il harmonise davantage les règles pour les instruments hybrides (qui présentent à la fois des caractéristiques des actions et des obligations), améliore la gestion du risque de liquidité et révisé d'une manière fondamentale la gestion des risques des instruments titrisés (Les entreprises qui reconditionnent des créances pour les proposer en tant que titres négociables devront conserver une partie de l'exposition à ces titres).

La Présidence tchèque continue dans la mise en œuvre de la feuille de route concernant **la prévention et la gestion de la crise financière**. La feuille de route porte sur quatre actions clés : la transparence, les règles prudentielles, la valorisation d'actifs et le fonctionnement des marchés, y compris les agences de notation. La Présidence tchèque a porté toute son attention à une action législative et réglementaire rapide nécessaire pour assurer la transparence du système financier (adoption du règlement sur les agences de notations, un amendement à la

directive sur les exigences de fonds propres, etc.). Elle a joué activement son rôle de coordinateur dans la préparation de la position commune de l'UE pour la réunion du G20, en s'appuyant sur les propositions du rapport de Larosière elle a poursuivi les discussions sur la réforme de la régulation des institutions financières de l'UE et sur le renforcement du dispositif de supervision financière (**visant à créer un Conseil européen des risques systémiques – CERS** - chargé de la supervision macro-prudentielle).

Dans le domaine de la valorisation d'actifs, elle a rappelé au Bureau des standards comptables internationaux qu'il était nécessaire de renforcer la collaboration avec son homologue américain (FASB) afin d'assurer une standardisation équivalente dans les deux systèmes et éviter des distorsions de concurrence.

COMPÉTITIVITÉ

Le processus de Lisbonne

Le Conseil européen de printemps a mis en lumière les objectifs prioritaires : éliminer les obstacles au marché intérieur et prévenir l'émergence de nouveaux, réduire charges administratives, améliorer environnement des entreprises (avec un accent particulier sur les PME et l'innovation), améliorer investissement en faveur de la connaissance, éducation, recherche et développement. La présidence a également souligné l'importance de la dimension extérieure de la compétitivité.

Le marché intérieur

Le Conseil "Compétitivité" a adopté une Révision du marché intérieur (avec un accent particulier sur le mécanisme de vérification de la fonctionnalité du marché intérieur).

La présidence a organisé une conférence sur l'avenir des services au sein du marché intérieur et une conférence "5 ans plus tard", où les participants ont évalué les effets de l'extension du marché intérieur. Le marché intérieur est le fondement du processus de l'intégration. À l'heure actuelle, toutefois, en raison de la crise économique, le marché intérieur est sous des fortes pressions dans le cadre d'un appel à une variété de mesures d'urgence, qui, sans une approche coordonnée, pourraient prendre la forme de la distorsion du marché. Non seulement pour lutter contre la crise, mais pour l'existence même de l'UE, le marché intérieur pleinement opérationnel est une nécessité absolue.

La présidence a activement soutenu la révision des règlements régissant certaines exigences techniques pour les produits dans le processus d'harmonisation technique afin d'atteindre l'objectif de simplifier l'environnement réglementaire.

La concurrence économique

La présidence a obtenu l'approbation de l'accord de coopération avec le gouvernement de la République de Corée en matière d'activités anticoncurrentielles. Cet accord de coopération permettra d'améliorer la détection des graves pratiques anticoncurrentielles, notamment les cartels, à l'échelle mondiale.

La politique industrielle durable de l'UE

La présidence a invité la Commission européenne à faire des observations sur les effets de la crise dans l'industrie automobile et sur les mesures qui stimulent la demande dans ce secteur dans les États membres. La Commission a adopté une communication du 25 février 2009 "En réponse à la crise dans l'industrie automobile européenne".

Le débat sur la promotion de l'industrie automobile, fortement touchée par la crise financière, s'est tenu pendant le Conseil européen extraordinaire du 1^{er} mars 2009. La Commission a été invitée à assurer la communication rapide et efficace des mesures nationales à venir et à suivre attentivement les mesures prises dans les pays tiers.

Mieux légiférer

La présidence a présenté le Rapport sur l'ordre du jour de Mieux légiférer (la réduction des charges administratives correspond à la troisième analyse stratégique d'une meilleure réglementation, présentée par la Commission). La présidence a commencé à préparer des conclusions du Conseil sur les questions d'amélioration de la réglementation pour qu'elles puissent être adoptées au Conseil "Compétitivité" le 28 Mai 2009.

La recherche-développement et l'innovation

La Présidence a préparé conjointement avec le Secrétariat général du Conseil un document sur les questions clés (Key Issues Paper) du Conseil "Compétitivité" pour le Conseil européen de printemps. Le message principal, approuvé à l'unanimité par tous les États membres, est que les dépenses de Recherche & Développement dans les États membres (en dépit de la récession économique) sont restées au moins au même niveau, ou elles ont même augmenté. Organisée par la Présidence, la Conférence EUFORDIA a été positivement évaluée dans ce contexte.

La présidence tchèque a commencé à préparer la mise en œuvre du projet VISION 2020 (conformément au Conseil Compétitivité du Décembre où les conclusions du Conseil en processus de Ljubljana ont été adoptées.).

La présidence a commencé à préparer un Rapport sur les progrès en matière d'innovation, qui résume et évalue les activités de la Stratégie d'innovation européenne. Le Rapport devrait être approuvé lors de la réunion du Conseil Compétitivité le 28 Mai 2009.

La politique des petites et moyennes entreprises

Le Conseil a approuvé certains actes législatifs, en particulier la directive sur la TVA réduite sur les services fournis localement, en mettant l'accent sur les PME.

ÉNERGIE

Au début de l'année 2009, la Russie a interrompu **les livraisons de gaz**, en accusant l'Ukraine de détourner du gaz. Une vingtaine de pays ont été touchés, en particulier dans la région des Balkans, où cette crise a privé des dizaines de milliers de ménages de chauffage et a forcé des établissements publics et des entreprises à fermer leurs portes.

Le 9 janvier, la Présidence tchèque avec la Commission européenne ont décidé à envoyer sur place des observateurs pour garantir que des conditions de livraison soient observées. Le

12 janvier la Présidence tchèque a réuni à Bruxelles pour un Conseil extraordinaire les ministres de l'énergie de l'Union européenne. Le conseil a demandé la Russie et l'Ukraine de trouver des solutions à long terme pour éviter ce type de perturbations en adoptant simultanément des mesures de solidarité réduisant l'impacte de la crise au pays de l'Union européenne. En mi-janvier, la Fédération de Russie et l'Ukraine avaient conclu, avec le concours de l'Union, l'accord qui a ouvert la voie à la reprise des livraisons de gaz vers l'Europe. Le 19 janvier, les livraisons vers l'Europe ont été renouvelés.

Le conseil des ministres de l'énergie de l'Union européenne du mois de février a convenu de la nécessité de consolider la stratégie énergétique au niveau de l'Union et a établi une liste des mesures concrètes renforçantes à moyen et long terme la sécurité énergétique européenne (le flux inversé, la hausse de la capacité des installations de stockage du gaz, la réalisation des interconnexions des gazoducs, etc.). La Présidence a demandé à la Commission de présenter une proposition de révision de la directive relative à la sécurité de l'approvisionnement par gaz naturel fin de l'année 2009.

A la fin du mois de janvier, la Présidence tchèque a organisée dans la ville d'Ostrava **un sommet relatif à la sécurité énergétique de l'UE dans le cadre du marché unique de l'électricité**. Les représentants d'entreprises énergétiques et de gouvernements européens ont conclu qu'il était indispensable d'utiliser toutes les sources énergétiques disponibles actuellement, l'énergie nucléaire comprise. La coopération plus étroite des gestionnaires du transport d'électricité devrait conduire à la création du réseau de transport d'électricité unifié, afin d'assurer la sécurité de l'approvisionnement et une meilleure coordination et régulation des réseaux de transport de l'électricité nationaux.

Une des priorités de la Présidence tchèque était **le paquet de la libéralisation du marché énergétique**. La Présidence est parvenu avec le Parlement européen à un accord sur la libéralisation du marché énergétique après de longues négociations. Le paquet de deux directives et trois règlements qui fut adopté oblige les compagnies de gaz et d'électricité à dissocier les activités du transport et de la production. L'objectif est de stimuler la concurrence, d'améliorer la transparence du marché d'électricité et de gaz pour tous les acteurs du marché et rendre la formation de prix plus transparente. Les mesures doivent améliorer la coopération des régulateurs nationaux et des opérateurs des réseaux de transport énergétiques. Leur coopération contribuera au développement des réseaux transfrontaliers et aux échanges d'informations favorisant le service optimal du réseau. Le paquet introduit les compteurs d'énergie de nouvelle génération qui permettent aux consommateurs de mieux contrôler leur consommation et par la suite réduire leur facture énergétique.

Au début de l'année 2008, la Commission européenne a présenté 3 propositions de directives relatives à **l'efficacité énergétique**. La Présidence travaille sur le paquet qui repose sur les 3 principaux éléments suivants : **la performance énergétique des bâtiments** (qui envisage d'élargir l'obligation de la certification de la performance énergétique des bâtiments et accélérer la construction des bâtiments "zéro carbone"), **l'étiquetage des pneus** (qui introduit des classes d'efficacité en fonction de la consommation de carburant, de sécurité et de niveau sonore) et de **l'étiquetage énergétique des produits** (qui envisage d'élargir l'étiquetage actuellement obligatoire pour les appareils électroménagers aux produits consommateurs d'énergie en générale).

La République tchèque coorganise avec la Slovaquie le 28 et 29 mai 2009 le **Forum nucléaire**. L'objectif est de permettre un débat ouvert sur le thème de l'énergie nucléaire. L'exploitation du nucléaire à des fins énergétiques est étroitement liée aux questions de sécurité et de gestion des déchets radioactifs.

TRANSPORT

La Présidence a préparé le **règlement sur la sécurité générale des véhicules à moteur**. L'harmonisation des normes de sécurité va assurer que toutes les nouvelles voitures soient équipées par les systèmes de sécurité comme système électronique de contrôle de la stabilité, de freinage d'urgence et de systèmes de détection de déviation de la trajectoire. Selon les estimations de la Commission Européenne, ces mesures devraient permettre d'éviter 5 000 accidents mortels de la circulation et 50 000 grièvement blessés par an. Le règlement introduit aussi des pneumatiques à faible résistance au roulement réduisant considérablement la consommation de carburants (à peu près 3 %), des émissions de CO₂ et le niveau de bruit.

Deux textes du paquet **transport aérien**, qui suppriment les barrières existant dans le transport aérien au sein de l'UE, ont été adoptés dans la première lecture au Parlement Européen. Il s'agit du **règlement définissant le Ciel unique européen et de l'amendement du règlement sur les règles communes de l'aviation civile et sur la création de l'Agence européenne de la sécurité aérienne**. Ils soutiennent l'introduction de nouvelles technologies, définissent des objectifs de performance et contribuent à la convergence entre l'espace aérien et la capacité des aéroports. Le paquet est bénéfique pour les passagers, favorise des économies et renforce le respect de l'environnement, car il réduit les files d'attente au décollage et à l'atterrissage, la durée des vols (d'après l'estimation de la Commission européenne de 8 – 14 minutes), la consommation des carburants (de 7 – 11%) et par la suite, les émissions de gaz à effet de serre produites par les avions.

Le parlement européen a donné son accord sur trois règlements du **paquet routier** qui portent sur les règles de cabotage, le temps de travail maximum des autocaristes et le contrôle des entreprises de transport. Le paquet va renforcer le marché intérieur de transport routier international et faciliter l'exercice de la profession des entreprises de transport routier en simplifiant les règles et en éliminant la charge administrative. L'accord sur le cabotage met fin aux barrières de services de transport exercés par une entreprise d'un autre État membre. Le cabotage, c'est-à-dire la possibilité de transporter les marchandises pour compte d'autrui, à destination ou en provenance d'un État membre autre que celui d'origine du transporteur, est dorénavant autorisée trois fois dans les sept jours suivant un trajet à l'international. Cette mesure réduira le nombre de trajets effectués à vide par les camions, maximisant ainsi les bénéfices pour les transporteurs, tout en limitant l'impact sur l'environnement.

Le paquet établit que les chauffeurs d'autocars pourront travailler jusqu'à douze jours consécutifs (à la place de 6), à condition qu'il ne s'agisse que d'un seul voyage. Le paquet permet aussi d'effectuer des économies importantes sur les coûts de contrôle et de respect des règles routières. Les États membres doivent établir des registres électroniques qui faciliteront l'échange d'information entre des organismes de contrôle et permettront de concentrer le contrôle sur les transporteurs problématiques. La baisse de coûts administratifs est estimée par la Commission européenne à l'ordre de 190 M euro/an.

Marco Polo II

Le programme vise à faire en sorte que le volume de marchandises faisant l'objet de transports internationaux, qui s'accroît chaque année, n'entraîne pas d'augmentation du trafic routier européen ou qu'il soit transféré, en grande partie, vers d'autres modes de transport. Cette modification permettra d'adapter le programme Marco Polo aux nouveaux besoins du marché européen des transports et de l'aider à réaliser la totalité de son potentiel.

Une évaluation externe a montré que le premier programme Marco Polo ne réaliserait que 64 % de son objectif en matière de transfert modal et les résultats de l'appel de proposition pour 2008 du deuxième programme Marco Polo ont confirmé une baisse d'intérêt du secteur concerné pour ce sujet. Pour réaliser l'objectif du programme, qui consiste à faire en sorte que le volume supplémentaire de marchandises qui fera l'objet de transports internationaux à l'avenir (estimé à 20 milliards de tonnes-kilomètres) n'entraîne pas d'augmentation du trafic routier européen ou soit en grande partie transféré vers d'autres modes de transport, il faut adapter ce programme aux besoins du marché et améliorer sa visibilité ainsi que sa gestion.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Dans le domaine des télécommunications, la présidence tchèque a atteint l'accord avec la Commission et le Parlement Européen concernant plusieurs règlements législatifs, parmi lesquelles **le règlement sur l'itinérance internationale dans les réseaux mobiles publics**. Le règlement rend les services de l'itinérance internationale **plus transparentes aux consommateurs et réduit encore d'avantage les tarifs d'émission et de réception d'un appel en itinérance, des messages SMS de/vers les pays de l'UE et de l'itinérance des données**. Les citoyens de l'UE vont donc bénéficier d'une baisse de prix continue. Le prix d'un appel en itinérance de réception va être fixé à partir de juillet 2009 sur 0,19 euro/minute, d'un appel d'émission sur 0,43euro/minute. A partir de juillet 2010, ces prix vont baissé sur 0,15 (respectivement 0,39) euro/minute et à partir de juillet 2011 sur 0,11 (respectivement 0,35) euro/minutes. Le prix d'un SMS atteindra à partir de juillet 2009 au maximum 0,11 euro.

L'amendement de la directive GSM permet d'utiliser les fréquences radio (les bandes de fréquence 900 MHz) aux systèmes prestataires de la communication électronique autres que le GSM. Il a fait disparaître les entraves réglementaires qui existaient dans l'UE et facilité le déploiement des communications mobiles en permettant aux nouvelles technologies d'utiliser les mêmes bandes de fréquence que les technologies existantes. Les citoyens de l'EU vont profiter du déploiement des technologies plus avancées et les disparités géographiques digitales vont disparaître. Les nouveaux services mobiles avancés de transfert de données et de diffusion multimédia (par exemple les services 3G basés sur la technologie UMTS qui permettent la vidéo en continu et les services Internet rapides) augmenteront ainsi le nombre et le choix de services sans fil disponibles tout en agrandissant leur couverture géographique, leur vitesse de transmission surpassant celle du GSM.

AGRICULTURE

- Les chefs d'Etat et de gouvernement ont approuvé, lors d'un sommet extraordinaire du 20 mars, un plan de relance européen doté de 5 mld euros. 1,02 mld euro de cette somme a été attribué au secteur agricole qui a été également touché par la crise économique. Bien qu'il appartienne aux Etats Membres de choisir l'affectation précise

de cet aide, le plan préconise le développement de l'Internet dans les zones rurales. Par ailleurs, il souligne la nécessité de répondre aux « nouveaux défis » identifiés lors du bilan de santé de la politique agricole commune en 2008, à savoir changement climatique, gestion de l'eau, énergies renouvelables, biodiversité, innovation mais aussi soutien au secteur laitier.

- Sous la présidence tchèque, la législation sur le bilan de la santé de la politique agricole commune a été formellement adoptée, faisant ainsi suite à l'accord politique obtenu sous la présidence française.
- Le Conseil des ministres du mois d'avril a adopté un Plan d'action sur la protection et la gestion des populations des requins.
- La présidence a entamé un débat politique sur la simplification de la politique agricole commune, un thème qui figure parmi ses priorités.
- La présidence tchèque continue le travail commencé sous la présidence française en matière de l'avenir de la politique agricole commune de l'après 2013 ; des débats se poursuivent à la fois avec la Commission et les Etats Membres.
- A ce jour, la présidence tchèque a organisé plusieurs conférences sur des thèmes identifiées comme clé déjà sous la présidence française : la sécurité alimentaire, la qualité des produits agricoles et la sécurité des aliments.

ENVIRONNEMENT

Six propositions de projet législatif ont été adoptées par le Conseil et par le Parlement européen (adoption en première lecture) :

- L'interdiction du commerce, sur le territoire de l'UE, des produits issus des phoques. Dans le domaine de l'environnement, la protection de la biodiversité constitue une des priorités de la présidence tchèque.
- Directive concernant la mise sur le marché des produits biocides.
- Règlement sur la participation facultative des organisations dans EMAS (*Eco-Management and Audit Scheme*). Ainsi le système EMAS devrait devenir un standard de gestion reconnu pour son respect de l'environnement.
- Règlement sur l'attribution du label écologique européen en forme de fleur. Le compromis final devrait augmenter l'attractivité de « l'écolabel » et simplifier le système de son attribution. L'objectif de l'étiquetage est d'avertir les consommateurs quant aux effets sur l'environnement des produits et des services. Le label écologique est un système volontaire d'étiquetage auquel les sociétés remplissant les critères posés peuvent adhérer. Même si ce système fonctionne en Europe déjà depuis 1992, les ventes totales de tels produits (par exemple du textile, des produits domestiques de nettoyage et des produits élaborés à base de papier) et services (par exemple des services hôteliers) ne représentent qu'environ un milliard d'euros par an. Dans le souci de répondre aux grandes attentes en matière de qualité et de sécurité chimique,

l'Écolabel ne devrait pas être accordé à des produits ou substances suscitant des préoccupations sérieuses (toxiques ou carcinogènes, par exemple). Le label écologique n'est en effet pas suffisamment connu et les entreprises ne l'utilisent que dans une faible mesure du fait des démarches administratives excessives qui y sont liées. La situation devrait désormais changer.

- Modification du règlement sur les substances nuisibles pour la couche d'ozone. Entre autres, ce règlement limite la production et l'utilisation des HCFCs (hydrochlorofluorocarbones) et les interdit à partir de 2020.
- Directive concernant la récupération des vapeurs d'essence dans les stations-service lors du ravitaillement en carburant des voitures (directive VOC II). L'objectif est de mieux protéger la santé des clients et du personnel des stations-service mais aussi de faire des économies de carburant.
- L'écodesign consiste à intégrer la dimension environnementale dès la conception des produits en s'intéressant aux différents stades de son cycle de vie. La révision de la directive 2005, qui définit les principes, conditions et critères pour fixer des exigences environnementales sur les produits consommateurs d'énergie, autorise la Commission européenne à arrêter des exigences de conception pour les produits consommant de l'énergie tels que chauffe-eau, ordinateurs, téléviseurs, ventilateurs industriels ou ampoules à incandescence. Tous les produits liés à l'énergie, c'est-à-dire les produits qui ne consomment pas d'énergie pendant leur fonctionnement, mais qui ont un impact indirect sur la consommation énergétique ont été inclus dans la révision. Les appareils utilisant de l'eau ou les fenêtres, par exemple. Au niveau des priorités de la présidence tchèque, cette directive renforce le marché intérieur, accroît l'efficacité énergétique et améliore la protection de l'environnement.

SANTÉ

- Suite à la menace d'une pandémie de la grippe H1N1, immédiatement, la présidence tchèque a réagi en organisant le 30 avril une réunion extraordinaire des ministres de la santé. Ont participé au Conseil également le directeur régional de l'OMS pour l'Europe et la directrice du Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies. Les ministres ont fait le point sur les mesures de prévention ainsi que sur les conseils destinés aux voyageurs dans les pays touchés par l'épidémie. Ils ont adopté des conclusions formelles du Conseil en vue d'un renforcement de coopération européenne et internationale en utilisant les structures existantes. Enfin, ils ont fait état des stocks nationaux des médicaments antiviraux.
- Le 8 juin le Conseil des ministres de la santé devrait adopter une recommandation dans le domaine des maladies rares, un dossier prioritaire de la présidence française et sur lequel les deux présidences ont collaboré étroitement. Une deuxième recommandation au programme du Conseil concerne la sécurité des patients et la prévention des infections lors des soins médicaux.
- Trois conférences ministérielles ont eu lieu sur les thèmes suivants :

1. e-Santé au service des patients, de la société et de l'économie (les 18-20 février, adoption de la Déclaration de Prague sur l'avancement de l'utilisation des technologies d'information dans le secteur de la santé) ;
2. Résistance antimicrobienne (les 15-16 avril, comment mieux gérer l'utilisation des antibiotiques dans les milieux hospitaliers et comment prévenir la prolifération des microorganismes résistants parmi les personnes hospitalisées) ;
3. Durabilité financière des systèmes de santé (les 10-12 mai, publication de trois études sur le vieillissement de la population, les soins de longue durée et leurs financements, et le volet « recettes » des modes de financement des systèmes de santé).

JUSTICES ET AFFAIRES INTÉRIEURES

- Le progrès dans le cadre du projet SIS II est une des priorités majeures de la présidence tchèque. Les possibilités de faire évoluer le système actuel sont soigneusement examinées. Le Conseil de ministres du mois d'avril confirma que la décision sur l'avenir du projet SIS II sera adoptée lors de sa réunion de juin.
- Sous la présidence tchèque, le Conseil des ministres du mois de février a pris la décision de soutenir le lancement du portail européen de l'e-Justice en décembre 2009.
- La présidence a soumis aux ministres pour discussion la proposition de la décision-cadre relative à la prévention et à la résolution des conflits de juridictions en matière pénale. Un accord a été atteint.
- La présidence a avancé les discussions sur la proposition de directive sur le permis de travail et de séjour unique pour les ressortissants des pays tiers (« permis unique »).
- L'accord en matière d'extradition et l'accord en matière d'entraide judiciaire mutuelle entre l'UE et les Etats-Unis fut conclu.
- Convention de La Haye sur les accords d'élection de for du 30 juin 2005 au nom de l'UE fut signé par le ministre de la Justice tchèque.
- La présidence a organisé plusieurs conférences consacrées aux sujets relatifs à la justice et aux affaires intérieures. Plus de trois cents experts se sont réunis à la conférence « E-justice sans barrières ».
- L'équipe du ministère de l'Intérieur de la République tchèque a rendu possible la rencontre des ministres chargés des migrations issus de l'UE / espace Schengen, de l'Europe de l'Est et du Sud-Est et de l'Asie centrale. 50 pays ont été représentés pour aborder des questions de la politique migratoire.

CULTURE

Media Mundus

Le financement de 15 millions d'euros a été approuvé pendant la présidence tchèque pour le programme MEDIA MUNDUS qui vise à renforcer la compétitivité de l'industrie audiovisuelle européenne sur la scène internationale ainsi qu'à stimuler la collaboration avec les pays tiers dans ce domaine. MEDIA MUNDUS devrait créer des nouvelles opportunités commerciales et de nouveaux emplois pour les professionnels de l'audiovisuel en Europe. Le programme devrait également permettre à l'Europe de jouer son rôle culturel et politique dans le monde ainsi qu'élargir le choix des consommateurs et accroître la diversité culturelle grâce à la diffusion de programmes européens à l'étranger.

RELATIONS INTERNATIONALES, LES SOMMETS

Le Proche-Orient, la crise à Gaza

Suite à l'éclatement de la crise de Gaza, le 4 janvier, la Troïka de l'UE présidée par le ministre des affaires étrangères K. Schwarzenberg s'est rendue dans la région. La mission avait pour but de convaincre les parties du conflit sur la nécessité d'un cessez-le-feu et la création des corridors humanitaires pour permettre l'accès de l'aide humanitaire à Gaza. Le 18 janvier, le Président du Conseil européen M. Topolánek a représenté l'UE lors de la conférence internationale sur Gaza à Sharm el-Sheik.

Les ministres de affaires étrangères de l'UE ont eu l'occasion de rencontrer leurs homologues jordanien, égyptien, turc et palestinien lors du dîner organisé à Bruxelles le 22 janvier. Les sujets évoqués ont été la discussion sur les suites de la conférence de Sharm el-Sheik, la réconciliation interpaléstinienne et la nécessité d'ouverture des points de passage à Gaza. Les dirigeants européens ont rencontré la ministre des affaires étrangères israélienne T. Livni le 21 janvier à Bruxelles.

Troïka ministérielle l'UE-Afghanistan (le 28 janvier 2009)

La réunion de la Troïka de l'UE avec Afghanistan au niveau des ministres a lieu régulièrement une fois par an. Dans ce cadre, ont été discutées des questions relatives aux relations EU-Afghanistan, à la mise en oeuvre de l'Afghanistan Compact Plan d'Action pour l'Afghanistan) et celle de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, à la situation en Afghanistan et aux liens régionaux et relations avec les voisins. La discussion sur l'engagement plus effectif de l'UE en Afghanistan a été lancée au cours de la réunion CAGRE du mois de mars.

Troïka ministérielle UE-Pakistan (le 13 mars 2009)

Les thèmes abordés lors de cette rencontre ont été: relations UE-Pakistan, situation politique et sécuritaire, problématique de la sécurité énergétique ainsi que d'autres questions régionales et internationales d'actualité (le processus de paix au Proche-Orient, l'Afghanistan et l'Inde). Le sommet UE -Pakistan prévu pour le 17 juin.

Etats-Unis : Relations transatlantiques (le 4 mai 2009)

Dans le domaine des relations transatlantiques, la présidence tchèque a continué à travailler la base pour lancer les relations entre l'UE et la nouvelle administration américaine. Le sommet

informel tenu à Prague était occasion pour les dirigeants de l'UE d'échanger avec le nouveau président américain B. Obama au sujet des questions vitales pour la relation transatlantique comme lutte contre la crise économique, Afghanistan, Pakistan, Iran, et la situation au Proche-Orient.

Suite à la modification de la position américaine concernant le changement climatique, les Etats-Unis se sont dits prêts à jouer un rôle principal dans la lutte contre ce phénomène. L'UE et les Etats-Unis ont alors renforcé leur coopération sur les préparatifs de la conférence de décembre 2009 à Copenhague. Les deux parties souhaitent que cette initiative soit un succès.

Sommet UE-Japon (le 4 mai 2009)

Le Japon a été représenté par son Premier ministre M. Taro Aso. Les participants du sommet ont manifesté leur détermination à promouvoir davantage le partenariat stratégique entre l'UE et le Japon fondé sur une coopération de longue date, des valeurs fondamentales et des principes communs tels que démocratie, État de droit, Droits de l'Homme, bonne gouvernance, développement durable et économie de marché.

Les participants ont souligné l'importance attribuée au plan d'action de 2001 pour la coopération entre le Japon et l'UE en tant que base de la coopération et du dialogue productifs actuels entre les deux parties, ainsi qu'à leur engagement en faveur de la poursuite de la mise en œuvre de ce plan. Ils ont déclaré leur intention d'entamer des réflexions sur la manière de remplacer le plan d'action actuel après son expiration en 2011, l'objectif étant d'engager les négociations officielles lors du sommet de 2010.

Sommet UE-Canada (le 6 mai 2009)

Les hauts représentants du Canada et de l'UE ont ouvert les négociations en vue d'un accord sur le renforcement du partenariat économique. Au cours du sommet ont également été signés l'accord sur les services aériens et la déclaration sur le soutien et l'avis conforme concernant la conclusion de l'accord sur le transport aérien entre l'Union européenne et le Canada. La signature de ces documents représente une des priorités de la présidence tchèque dans le domaine de la politique étrangère, car elle s'inscrit dans la détermination de renforcer la collaboration transatlantique entre l'UE et les États d'Amérique du Nord.

Tous ces accords vont pouvoir contribuer aussi à l'accroissement de l'emploi, du commerce et des revenus des deux côtes de l'Atlantique. Le sommet s'est également penché sur la crise économique et financière, le changement climatique et les conflits régionaux.

Lancement du Partenariat oriental lors du Sommet de Prague (le 7 mai 2009)

Le lancement du Partenariat oriental était une priorité phare de la présidence tchèque. Suite aux conclusions du Conseil européen du mois de mars, le sommet du lancement du Partenariat oriental a eu lieu à Prague le 7 mai. Le Partenariat a pour objectif le renforcement des relations à la fois bilatérales et multilatérales entre l'UE et les six pays à l'Est de ses frontières : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine. La nouvelle coopération multilatérale s'articule autour de quatre volets : gouvernance démocratique ; intégration économique et convergence avec les politiques sectorielles de l'UE ; sécurité énergétique ; développement des contacts entre les personnes à travers les frontières.

Sommet UE-États du corridor Sud (le 8 mai 2009)

Des représentants de l'Azerbaïdjan, de l'Égypte, de la Géorgie, du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Turkménistan et de la Turquie ont signé avec la présidence et la Commission européenne une déclaration commune qui constitue la base d'une collaboration plus intense entre les régions ainsi qu'entre les États concernés. En outre, des observateurs provenant des États-Unis, de la Fédération de Russie, de l'Ukraine, de la Banque mondiale, de la Banque européenne d'investissement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, ont également participé au sommet qui souhaite lancé une coopération autour de l'énergie, ouvrant une perspective d'une nouvelle route de soie du XXI^e siècle.

Les représentants du Kazakhstan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan ont également assisté à l'acte de la signature, exprimant leur soutien au projet du corridor Sud et ont donné leur feu vert à l'inclusion nominative de leur pays dans la déclaration.

Sommet ministériel UE-Groupe de Rio (le 11-14 mai 2009)

La réunion des 27 ministres des Affaires étrangères de l'UE et des 23 ministres des Affaires étrangères des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes était l'une des plus grandes manifestations organisées dans le cadre de la présidence sur le territoire de la République tchèque. Elle fait partie des forums les plus importants favorisant le dialogue politique entre l'UE d'une part et l'Amérique latine et des Caraïbes de l'autre part.

La réunion de la Troïka de l'UE avec les entités sous-régionales (Communauté andine, Mercosur, Amérique centrale), la réunion du IV. Conseil d'association entre l'Union européenne et le Chili et du VI. Comité conjoint entre l'Union européenne et le Mexique se dérouleront le 14 mai 2009.

La session plénière a abordé deux thèmes principaux : 1) Les sources d'énergie renouvelables : une approche durable envers l'énergie et le changement climatique ; 2) Le rétablissement de la stabilité et de la croissance de l'économie mondiale.

Les participants ont abordé des moyens susceptibles de maîtriser la propagation du virus H1N1 ainsi que des perspectives d'un multilatéralisme efficace en tant que réponse aux défis du monde actuel. Dans le cadre du thème du multilatéralisme, le débat a porté avant tout sur la coopération avec la nouvelle administration américaine.

11e sommet UE-Chine (le 20 mai 2009)

Le 11e sommet UE – Chine a été tenu dans l'esprit de l'affirmation d'engagement au partenariat stratégique ainsi que l'engagement au respect, égalité, confiance et développement. Les dirigeants chinois et européens ont mené le rapprochement dans plusieurs domaines. L'échange de vues sur des questions régionales (péninsule Coréenne, Myanmar, Iran, Sri Lanka, Afghanistan et Pakistan) a fait partie du contexte des relations UE – Chine au sein du monde multilatéral. Les discussions lors de la récente rencontre du Dialogue Economique et Commercial de Haut Niveau ont permis d'approfondir au sujet de la crise économique et financière mondiale et la question du protectionnisme. Le changement climatique et la sécurité énergétique étaient également analysés.

En outre, les deux parties ont signé des accords de coopération, notamment la Déclaration conjointe sur la création du Centre UE-Chine des Energies Propres, le Programme UE-Chine de Partenariat en Science et Technologie et le Point de Consensus UE-Chine sur la coopération entre les PME.

Sommet UE-Russie (le 21-22 mai 2009)

L'état des relations la Fédération de Russie et l'UE, notamment dans le domaine de l'énergie, de la coopération dans le cadre des quatre espaces communs et des négociations du nouvel Accord de partenariat et de coopération, des questions politico-stratégiques (Proche-Orient, Afghanistan, Géorgie, Moldavie etc.) et la crise financière furent à l'ordre du jour du sommet tenue à Khabarovsk.

Dans une atmosphère positive du sommet, les deux parties ont évoqué entre autres des sujets qui les opposent, en particulier les questions de la sécurité énergétique. Depuis la crise du gaz en janvier 2009, l'UE et la Russie parlent de la mise en place des mécanismes pour éviter des crises d'approvisionnement énergétique dans le futur.

Lors du sommet, les représentants ont aussi abordé la problématique du Partenariat oriental, l'adhésion de la Russie à l'OMC ou des engagements du sommet de G20 tenu à Londres en avril dernier.

PESD

Les 22 et 23 janvier 2009 la présidence a organisé à Prague „Conférence sur les capacités européennes“ qui avait pour but permettre une discussion sur le développement des capacités de défense européennes. Cette problématique représente l'une des priorités de la présidence dans le domaine de la PESD qui ont été reprises de la présidence française. Les autres sujets principaux, abordés aussi lors de la rencontre informelle des ministres de la défense de l'UE les 12 et 13 mars à Prague, étaient opérations et missions de la PESD ainsi que les partenariats avec l'ONU et l'OTAN.

En janvier 2009, le plan d'amélioration des capacités civiles a été adopté, conformément à l'objectif global civil à l'horizon 2010. Pendant le premier semestre de 2009, la mise en oeuvre a essentiellement porté sur la mise au point de l'environnement logiciel Goalkeeper (outil de gestion des capacités civiles) et sur la réflexion concernant des stratégies nationales facilitant le déploiement de forces civiles dans le cadre de la PESD. Un séminaire va être tenu sur cette problématique sous la présidence tchèque au mois de juin à Bruxelles.

La nécessité de poursuivre le développement des capacités civiles fit aussi objet de discussion informelle entre les ministres des affaires étrangères, en mars 2009 à Hluboká.

Le progrès a été accompli récemment dans le domaine de la constitution de forces, notamment en matière de ressources humaines et financières et de fourniture de matériel. Des procédures ont été mises en place, en ce qui concerne la sélection du personnel, les appels à contributions et les descriptions de poste normalisées.

Dans le cadre des relations UE-OTAN, la présidence a poursuivi à promouvoir la coopération relative au développement des capacités militaires dans le cadre de l'objectif global à l'horizon 2010. Le groupe UE-OTAN sur les capacités a contribué à la transparence entre les

deux organisations, conformément au mécanisme de développement des capacités. Il a aussi entre autres examiné des questions liées à la cohérence des processus de planification des capacités et à la disponibilité opérationnelle des hélicoptères (en coopération avec l'Agence Européenne de la Défense).

La présidence a poursuivi des efforts visant à garantir la transparence et la cohérence entre UE-OTAN, notamment par le biais de réunions entre le COPS et le Conseil de l'Atlantique Nord, de réunions de comités militaires de l'UE et de l'OTAN et de réunions avec les pays européens membres de l'OTAN qui ne font pas partie de l'UE et les autres pays candidats à l'adhésion à l'UE.

La présidence attache une grande importance à la coopération UE-ONU dans la gestion des crises, notamment la coopération étroite entre les deux organisations sur des théâtres d'opérations (Kosovo, Afghanistan, RDC, Guinée-Bissau, Somalie, Géorgie).

Des progrès ont été constatés dans le cadre du partenariat pour la paix et la sécurité de la stratégie commune UE-Afrique, aussi bien que dans l'initiative européenne relative à l'échange de jeunes officiers pendant leur formation initiale, inspirée du programme d'échange des étudiants civils Erasmus qui vise la standardisation de l'éducation militaire supérieure dans le cadre du programme "Erasmus militaire".